

# COMPTE RENDU DE LA MISSION OUEST AFRICAINNE D'EXPLORATION DU CONTENU DE LA DEUXIEME PHASE DU PROJET UN /Learn d'APPRENTISSAGE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE EN AFRIQUE DE L'OUEST

*UN NARRATIF SUR L'EDUCATION CLIMATIQUE DANS SIX PAYS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST*

VERSION PRELIMINAIRE DU 08 FEVRIER 2023

Février 2023

Monsieur Albert COMPAORE

Conseiller UNITAR

## Table des matières

1. INTRODUCTION.....	3
1.1. RAPPEL DES TDR.....	3
1.2. DEROULEMENT ET METHODOLOGIE DE LA MISSION .....	3
2. RESULTATS DE LA MISSION .....	4
2.1. L'EDUCATION CLIMATIQUE DANS LA SOUS-REGION .....	4
2.1.1. L'éducation environnementale a précédé l'éducation climatique .....	4
2.1.2. Malgré l'adoption de la convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique en 1992 et sa ratification par la plupart des états quelques années après, l'éducation climatique n'est pas encore véritablement ancrée dans les pratiques des pays et des institutions en Afrique de l'Ouest. ....	5
2.2. A PROPOS DU SUIVI-EVALUATION DE L'EDUCATION CLIMATIQUE .....	10
2.3. A PROPOS DU FINANCEMENT DE L'EDUCATION CLIMATIQUE .....	10
2.4. A PROPOS D'UN POSSIBLE PROJET SOUS-REGIONAL.....	10
2.5. GRAND EVENEMENT SOUS-REGIONAL SUR LE FONCTIONNEMENT DE LA PLANETE TERRE 11	
3. CONCLUSION.....	11

## 1. INTRODUCTION

### 1.1. RAPPEL DES TDR

La mission qui a conduit le Conseiller UNITAR, Monsieur Albert COMPAORE, en Afrique de l'OUEST poursuivaient les principaux objectifs suivants :

1. Exploration des besoins actuels, des priorités et des défis émergents des pays de la sous-région, y compris les aspects liés au genre et à l'inclusion sociale, qui pourraient être intégrés dans le contenu de la deuxième phase du projet UN CC : Learning on CC en Afrique de l'Ouest.
2. Évaluer le potentiel du partenariat pour une action synergique et la mobilisation des ressources pour soutenir la mise en œuvre de la deuxième phase.
3. Explorer les contours d'un projet sous-régional : vision, objectifs principaux et sources potentielles de financement ?
4. Proposer un récit sous forme de plaidoyer pour renforcer la mobilisation des ressources nationales pour financer l'éducation climatique, en synergie avec les financements internationaux. Ce récit pourrait faire l'objet d'une réunion parallèle à la COP28.

### 1.2. DEROULEMENT ET METHODOLOGIE DE LA MISSION

La mission de terrain s'est déroulée du 15 janvier 2023 au 3 février 2023.

Elle a été orientée par les Termes de référence qui ont été partagés avec l'ensemble des Points focaux ACE. En outre, le Conseiller a fait usage d'un guide d'entretien qui lui a permis d'organiser les échanges avec chacun des partenaires rencontrés. Une brève présentation PowerPoint lui a également permis de situer le cadre global de la mission et de mieux faire connaître UNITAR, UN CC :Learn, ainsi que la Plateforme Ouest Africaine d'apprentissage sur le changement climatique qui est abritée par AGRHYMET.

Le Conseiller a pu ainsi se rendre au Sénégal, en Guinée, au Togo, en Côte d'Ivoire, au Niger et au Burkina Faso. Plus d'une centaine de personnes ont été rencontrées.

Au Sénégal, il a eu des entretiens B to B fructueux. L'appel Zoom du vendredi 20 février a été perturbé par des problèmes de connexion et j'ai finalement proposé aux participants de répondre aux questions que nous avons élaborées.

En Guinée, ils ont opté pour une réunion en un atelier unique avec les parties prenantes.

Au Togo, ils ont également organisé une réunion avec les partenaires, mais le Conseiller a également eu une réunion B to B avec le bureau national de l'UNESCO. La GIZ a proposé de répondre par écrit aux questions.

En Côte d'Ivoire, il a eu exclusivement des rendez-vous B to B, comme au Niger et au Burkina Faso.

**Plus d'une centaine de personnes et d'institutions ont été rencontrées pour des échanges fructueux qui ont porté sur l'état de l'éducation climatique dans le pays, les questions de suivi et d'évaluation, de financement ainsi que l'idée d'un projet sous-régional.**

Au terme de sa mission, le Conseiller remercie les points focaux de la CCNUCC et ACE dans les six pays visités, pour leur engagement à faire de la mission un plein succès. Il souhaite que les conclusions et recommandations qui en sont issues servent véritablement la cause de l'éducation environnementale et climatique dans la sous-région.

## 2. RESULTATS DE LA MISSION

Les résultats de la mission sont élaborés dans le présent rapport qui se présente comme suit.

- Un bref aperçu de l'historique de l'éducation climatique dans la sous-région ;
- Une analyse des acteurs de leurs rôles dans la mise en œuvre de l'éducation climatique dans la sous-région ;
- Une évaluation succincte des acquis, contraintes et défis majeurs de l'éducation climatique dans la sous-région.

Des notes par pays viennent compléter le rapport.

Il convient d'avertir qu'il s'agit là d'une analyse des approches et pratiques de l'éducation environnementale et non d'une évaluation pédagogique sensu stricto.

### 2.1. L'EDUCATION CLIMATIQUE DANS LA SOUS-REGION

L'éducation scientifique sur l'écologie a toujours fait partie des cursus scolaires et universitaires dans la sous-région.

La nouveauté en matière d'éducation environnementale est l'apparition **d'une prise de conscience collective vis-à-vis du rôle déterminant de l'Homme dans l'évolution de son propre environnement immédiat et de la planète tout entière**, cela à la faveur d'événements majeurs aux plans sous-régional et mondial. Il en est ainsi, au plan régional de l'épisode de grande sécheresse vécue par les pays du CILSS au début des années 70, épisode qui aura duré presque une décennie ; au plan mondial, la tenue successive de cinq sommets de la terre dont la première en **1972 à Stockholm** a achevé de convaincre l'opinion sur le lien homme-développement-environnement.

#### 2.1.1. L'éducation environnementale a précédé l'éducation climatique

Tous les pays du CILSS ont pris part au projet sous-régionale dénommé « le Programme de Formation et d'Information sur l'Environnement (PFIE), qui a été exécuté par les CILSS de 1990 à 2001.

*Le PFIE avait comme principal objectif l'intégration de l'éducation environnementale dans les curricula. Le PFIE mettait l'accent sur l'ouverture de l'école et la mobilisation de tous les acteurs*

éducatifs. Ainsi l'école devient, au-delà d'un lieu d'apprentissage des connaissances, des savoir-faire et savoir-vivre, un cadre de résolution des problèmes environnementaux <sup>1</sup>.

Le PFIE a suscité et catalysé l'adoption de stratégies nationale d'éducation environnementale dans la plupart des pays.

L'éducation environnementale a accompagné de grands programmes environnementaux des années 90, notamment les projets de reboisement communautaires et de gestion forestière, les programmes de gestion des terroirs et de protection de la biodiversité. Les cibles privilégiées étant les acteurs du monde rural et en particulier le milieu scolaire.

2.1.2. Malgré l'adoption de la convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique en 1992 et sa ratification par la plupart des états quelques années après, l'éducation climatique n'est pas encore véritablement ancrée dans les pratiques des pays et des institutions en Afrique de l'Ouest.

Pour tout dire elle en est encore à ses débuts dans la sous-région pour diverses raisons dont les plus déterminantes semblent être : la nouveauté de la thématique (paradoxalement), les pratiques qui demeurent encore largement informelles où dominent l'approche « projet », l'insuffisance de ressources humaines qualifiées ainsi que de ressources financières pour les investissements et la mise en œuvre des activités courantes.

#### 2.1.2.1. *Les acteurs de l'éducation climatique et leurs rôles*

Les acteurs engagés dans l'éducation climatique peuvent être ainsi regroupés :

- Les institutions publiques en charge des question environnementales ;
- Les institutions publiques en charge de l'éducation ;
- Les Universités et Centres publics de recherches ;
- Les institutions publiques et privés en charge de la formation technique et professionnelle;
- Les ONG et Associations de développement.

#### *Les institutions publiques en charge des questions environnementales*

Il s'agit des ministères en charge de l'environnement et au sein desquels les experts forestiers ont souvent joué le rôle de pionnier au point qu'ils étaient assimilés aux environnementalistes. Ces institutions sont celles ayant conduit les négociations lors des différents sommets et au cours des conférences de parties aux différentes conventions. La plupart des pays ont créé des Conseils National pour le Développement durable ou des structures équivalentes dont le mandat premier est de coordonner les efforts du pays pour réaliser le développement durable mais aussi de conduire au nom des Gouvernements, les négociations internationales, notamment, celles dur le climat.

Ces institutions ont coordonné au plan national, l'élaboration et l'adoption de documents de politiques et lois climatiques ainsi que les stratégies de développement à faible émission de carbone, et conduit les processus PNA, CDN, SNACC. Tout ceci dans une approche participative et inclusive.

---

<sup>1</sup> Extrait de la contribution du Sénégal.

Ces institutions sont également à la base de l'élaboration de ressources d'apprentissage climatique diverses tels que les guides pour la prise en compte des CC dans les projets et programmes, ainsi que des modules de formation sur le climat à l'usage des ONG et des projets de développement.

Elles ont surtout engagé partout, des processus de formalisation de l'éducation climatique à travers son introduction dans les curricula du système éducatif national. Elles ont parfois suscité la création d'institutions spécialisées sur l'éducation climatique comme la plateforme en ligne sur l'éducation et la formation en environnement au Sénégal. Pour ce faire, ils ont travaillé avec les Ministère en charge e l'éducation. Mais cette collaboration tarde encore à produire des fruits en rasons d'ordre pédagogique (difficultés de révision des curricula).

#### *Des institutions publiques en charge de l'éducation primaire et secondaires*

Il s'agit ici des cycles primaires et secondaires qui ont toujours entretenu des activités diverses à but pédagogique environnementale. Ces institutions sont clairement engagées à promouvoir l'Education environnementale mais ont besoin de renforcement de capacités en matière de changement climatique. Les sections pédagogiques de ces institutions ont collaboré avec leurs homologues environnementalistes pour élaborer des modules dont certains ont pu être intégré dans les curricula (cas du Togo concernant le module prévention et gestion des catastrophes naturelles dans un contexte de changement climatique »).

Un cas emblématique digne d'être cité est celui du Niger où il a été créé une « Division de l'éducation environnementale » au sein du Ministère en charge de l'éducation nationale (primaire et secondaire). Animé par une équipe de passionnés chevronnés, la Divisions ne manque pas d'initiatives pour promouvoir l'éducation environnementale des élèves mais aussi de leurs enseignants et de leurs parents qui font partie de leur cade d'apprentissage. Ceci traduit l'importance accordée à l'éducation environnementale dans ce pays même s'il reste encore beaucoup de défis à relever.

Les efforts de prise en compte des CC se sont poursuivis également au niveau des Universités et centres de recherche et de formation.

#### *Les Universités et Centres de recherches publics*

Le nombre d'Universités et de centre de recherche qui intègrent le CC dans leur Curricula augmente depuis quelques années. Cela se traduit par l'ouverture de cycles de Mastères et de Doctorats. Mais de nombreuses universités sont encore à la traine. De ce point de vue, le Centre ouest-africain de service scientifique sur le changement climatique -Wascal-, fait preuve de pionnier en la matière, entretenant le partenariat avec des universités de dix pays de la sous-région dont Bénin, le Burkina Faso, la Gambie, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal et le Togo.

En Côte d'Ivoire, l'Université NANGUI ABROGOUA, ex Université d'ABOBO-ADJAME, est une Université entièrement dédiée à l'environnement. Elle anime un master et un doctorat sur le CC.

Au titre des Centres de recherche et de formation, on retiendra Le Centre Régional AGRHYMET, partenaire privilégié d'UNITAR/UN CC :Learn. En collaboration avec UN CC :Learn, ce centre a mis en ligne son premier cours sur l'intégration du changement dans les politiques et programmes sectoriels.

*Les institutions en charge de la formation technique et professionnelle publics et privés*

Les exemples d'institutions de formation professionnelle intégrant le CC dans la sous-région sont les suivants :

- L'Ecole nationale d'administration du Sénégal ;
- L'Ecole nationale des Eaux et Forêts de Dindéresso, Burkina Faso.
- L'Ecole nationale des Collectivités territoriales du Mali,

*Les organisations de travailleurs*

Parmi les acteurs qui pourrait jouer un rôle essentiel dans le futur, figurent les organisations syndicales et singulièrement la chambre des métiers. En effet, celle-ci compte un pourcentage élevé de femmes et regroupe tous les métiers. C'est donc un bon canal pour communiquer le message climatique et un accord de partenariat pourrait être envisagé entre elle, le Ministère en charge de l'environnement et celui en charge de l'éducation non formelle.

*Les ONG et Associations.*

Nombreuses sont les ONG et associations militant pour un changement de comportement favorable à la lutte contre le changement climatique.

Regroupées en faitières dans la plupart des pays, celles-ci mènent une multitude de campagnes d'information, de sensibilisation et de formation sur la lutte contre le changement climatique, notamment en mettant l'accent sur le genre. Elles portent sans doute les cas d'écoles les plus emblématiques qui illustrent l'apport de l'éducation climatique dans la transformation socio-économique de la vie des citoyens mais aussi dans la restauration du cadre de vie et la lutte contre le changement climatique. A titre d'exemple, nous citerons l'ONG ENDA tiers monde basé à Dakar, ou encore la Plateforme de la société civile sur le changement climatique au Niger.

*Les partenaires techniques et financiers*

L'engagement des partenaires techniques et financiers varient d'un pays à l'autre. Néanmoins on note ceux qui soutiennent l'éducation environnementale en général, climatique en particulier :

- les multilatéraux : La FAO, Le PAM, Les Fonds Climats ;
- les bilatéraux : La GIZ, La JICA, etc. ;
- les ONG internationales : UNIC, OXFAM Etc.

Ils soutiennent concrètement de nombreuses initiatives d'éducation environnementale et climatique. Il est à déplorer cependant que les PTF dans leur ensemble, semblent dans leur majorité agir en ordre dispersé et travaillent en vase clos. Pourtant il existe un véritable réceptacle pour construire davantage de synergie et les Gouvernements pourraient donner l'impulsion nécessaire.

*2.1.2.2. Acquis, contraintes et défis de l'éducation climatique*

**En termes d'acquis on peut retenir :**

Au plan institutionnel :

- L'existence d'institutions dédiées, compétentes et engagés à promouvoir l'éducation climatique tel que les Conseils nationaux sur le Développement durable ;
- L'existence d'une collaboration fructueuse entre les institutions dédiées et les institutions en charge de l'éducation et de la formation aux différents niveaux. Même si cette collaboration mérite d'être renforcée et éventuellement élargie à d'autres acteurs.

Au plan stratégique :

- L'existence de stratégies/plans d'action et programmes dédiés à l'éducation sur le changement climatique (à noter qu'UNITAR a lui-même soutenu le développement de Stratégies Nationale d'apprentissage sur le CC au Bénin, au Niger, au Burkina Faso ainsi que d'au Ghana. Certains pays comme le Sénégal, dispose même de diagnostic et d'analyse consolidés sur l'état de la prise en compte des enjeux et dimensions du changement climatique dans le système d'éducation et de formation ainsi que d'une stratégie d'intégration/renforcement des enjeux et dimensions du changement climatique dans les enseignements et apprentissages dans l'enseignement général, la formation professionnelle et technique et l'enseignement supérieur et de la recherche.

#### **Au titre des contraintes**

Il apparait en premier lieu le manque de financement pour la mise en œuvre des stratégies déjà élaborés et pour l'élaboration de nouvelle stratégies et plan d'actions. D'où l'idée d'un plaidoyer en faveur de l'éducation climatique pour mobiliser à la fois les financements nationaux et internationaux nécessaires.

D'autres contraintes non moins importantes sont :

- Les obstacles institutionnelles et pédagogiques à la formalisation de l'intégration de l'éducation climatique dans les curricula aux différents niveaux d'enseignement, y compris dans les établissements de formation technique et professionnelle ;
- L'absence de mécanismes de suivi-évaluation participatif et inclusif de l'éducation climatique, y compris des effets et impacts en termes de changement de comportements :

#### *2.1.2.3. Priorités et défis émergents*

La prise de conscience de la menace climatique s'accroît de jour en jour dans la sous-région, notamment parmi les personnes diplômées, les élèves et étudiants, les jeunes et les femmes agropasteurs en milieu rural, grâce aux efforts d'apprentissage entrepris par les acteurs dans les différents pays. Faut-il rappeler que les variations climatiques, expression du changement climatique, frappent l'Afrique de l'Ouest depuis des décennies.

Mais pour les autres couches sociales : les travailleurs des villes, les ménages, les entrepreneurs de petites et moyennes entreprises, les travailleurs du secteur informel et non formel et d'une manière générale les personnes analphabètes et le grand public (comme le recommande l'article 6 de la convention), il faudra agir avec détermination et promouvant l'innovation en matière de développement de produits/ressources d'apprentissage et de canaux de commutation appropriées pour une plus de transparence et harmonie dans le discours sur le changement climatique.

**Les priorités s'orientent vers :**

- Evaluation du niveau d'exclusion des différentes catégories socio-professionnelles et précision des besoins ;
- La formalisation de l'éducation climatique à travers son intégration dans les différents niveaux d'enseignement et de formation (l'intégration harmonieuse du changement climatique dans les programmes et filières des différents sous-secteurs) ;
- Mise en œuvre effective des différentes stratégies d'apprentissage sur le CC élaborés ;
- L'harmonisation du discours sur le changement climatique : cela suppose (1) la mise en place d'un mécanisme de contrôle de qualité des ressources d'apprentissage, y compris et surtout dans les différentes langues locales accessibles au plus grand nombre ; (2) l'adaptation du message climatique et du contenu des ressources d'apprentissage aux différentes cibles : les femmes, les jeunes, les travailleurs de campagnes, ceux des villes, les ouvriers du bâtiment et ceux des industries de transformation etc. n'ont probablement pas les mêmes besoins ;
- L'adoption de plans de communication, un moyen efficace pour renforcer l'éducation climatique à l'endroit du grand public ;
- La mise en cohérence des différents niveaux d'éducation sur le climat (approche pédagogique, contenu des ressources d'apprentissage ; élaboration des messages à véhiculer en fonction de chaque milieu (scolaire en particulier).
- Au niveau supérieur, la création de mastères interdisciplinaires sur le CC et la révision des maquettes pour y introduire l'éducation sur le CC ;
- Le renforcement des capacités sur des thématiques spécifiques telles que le marché de carbone et la taxe carbone

**Parmi les défis émergents cités, on retiendra :**

- Le défi de la formalisation de l'intégration de l'éducation climatique dans les curricula se pose en termes de formation des enseignants, de développement d'approches complémentaires d'apprentissage telle que la création de blocs scientifiques et techniques pour l'expérimentation, la production de nouveaux supports pédagogiques, plutôt que la création de nouveaux cours.
- La question de la recherche s'invite dans le débat. Il faut envisager un partenariat avec les institutions de recherche sur des thèmes prioritaires qui seront identifiés de manière consensuelle.
- Prendre en compte l'écosystème scolaire dans son ensemble c-à-d : les élèves, les enseignants, les parents d'élèves et l'environnement scolaire : c'est le nouveau concept de gouvernance environnementale en milieu scolaire.
- Définir une approche pédagogique de l'éducation climatique qui tienne compte du contexte global de développement durable ; cela passe par une large concertation aux plans national et sous-régional entre les acteurs de l'éducation et les experts, en prenant en compte les différents cycles d'éducation et de formation : préscolaire, primaire, secondaire, supérieure, formation technique et professionnelle, etc. On pourrait commettre à cet effet une équipe d'experts pour élaborer une note conceptuelle.
- Le renforcement de la concertation entre les acteurs en charge de l'éducation climatique dans un souci de transparence, de contrôle de qualité et d'harmonisation des approches et des ressources d'apprentissage sur le changement climatique :
- L'accélération du changement de comportement en liant notamment éducation climatique aux emplois ; à ce titre les chefs/chefes de ménages ne doivent pas être laissés pour compte, car tout le monde est concerné ;

- Le développement de l'éducation ludique en rapport avec les contenus du changement climatique ;
- Développer des modules de conférences débats en fonction des différents publics cibles ;
- Le renforcement de la valorisation des connaissances endogènes en matière d'adaptation au CC.

## 2.2. A PROPOS DU SUIVI-EVALUATION DE L'EDUCATION CLIMATIQUE

La question des indicateurs est essentielle et il est urgent de clarifier cet aspect des choses à travers par exemple la commission d'un comité d'experts pour faire des propositions.

Il y a de nombreuses initiatives sur le climat, mais chacune travaille en vase clos ! Il serait bon de généraliser les référentiels de projets environnementaux au plan national pour faciliter le contrôle de qualité et le suivi-évaluation. Il faudrait en outre s'assurer que la question climatique est prise en compte.

L'existence du système MRV est un atout important. Il pourrait servir de base à la construction d'un véritable système de suivi environnemental dans lequel le suivi de l'éducation climatique aura sa place.

## 2.3. A PROPOS DU FINANCEMENT DE L'EDUCATION CLIMATIQUE

Tous les partenaires sont unanimes pour reconnaître que des efforts sont nécessaires pour mobiliser davantage de ressources financières pour financer l'éducation environnementale. Mais en même temps, les sources de financement ne sont pas aussi nombreuses qu'on pourrait le croire.

Les fonds climats pourraient financer l'éducation climatique dans le cadre des readiness qui précèdent les grands projets et de point de vue, une approche régionale ou multi-pays pourrait avoir sa place. L'éducation climatique peut trouver sa place également dans les « readiness projet » par un renforcement de la composante renforcement des capacités climatiques des acteurs.

Mais le besoin d'un véritable plaidoyer en faveur d'un accroissement du financement de l'éducation climatique est reconnu unanimement. Pour ce faire, les acteurs se sont engagés à participer à la collecte de cas d'école (success stories) pour soutenir le narratif sur le financement de l'éducation climatique (cf. annexe 1).

## 2.4. A PROPOS D'UN POSSIBLE PROJET SOUS-REGIONAL

Il y a :

- Besoin de constituer des pools d'experts par pays et au niveau régional sur les questions du CC ; les thématiques récurrentes sont : bilan carbone, marché du carbone, atténuation, adaptation, experts thématique Climat et agriculture, climat et forêts, climat et transports, climat et ressources en eau etc., mais aussi des expert Climat et éducation ;
- Besoin de renforcer la concertation et la collaboration sous-régionale en la matière d'éducation sur le Changement climatique ;
- Besoin de renforcer la plateforme Ouest-Africaine en l'ouvrant au grand public ;

- Besoin de créer une coalition des acteurs promouvant l'éducation climatique dans la sous-région pour créer plus de synergie et favoriser l'harmonisation du discours climatique et des ressources d'apprentissage. Cela peut commencer par la mise en réseau des plateformes d'apprentissages sur le CC existantes, comme celle du Ministère de l'Environnement au Sénégal, celle d'ENDA tiers monde, la plateforme Ouest Africaine d'Apprentissage sur le CC etc...
- En matière de ressources d'apprentissage, besoin de mettre en réseau les plateformes existantes et d'animer des événements régionaux sur le 'éducation climatique.

Il faudra également prendre en compte d'autres initiatives tel que OCE-UNESCO et WASCAL qui joue un rôle dans la promotion de l'éducation climatique au niveau universitaire mais aussi auprès des communautés à travers des partenariat avec les ONG. La recherche d'un partenariat est recommandée pour envisager un lobbying commun en faveur d'un éventuel projet sous-régional.

## 2.5. GRAND EVENEMENT SOUS-REGIONAL SUR LE FONCTIONNEMENT DE LA PLANETE TERRE

L'idée d'un événement qui reviendrait sur les fondamentaux du fonctionnement de notre planète Terre a été plutôt bien accueillie parfois avec beaucoup d'enthousiasme.

C'est le cas de l'Université NANGUI ABROGOUA, qui compare l'événement à un grande exposition sous-forme de travaux de démonstration des principaux cycles qui guident le fonctionnement de la Terre. Il se sont dits intéressés à organiser un tel événement car ils en ont les compétences. Mais d'autres partenaires non moins importants comme l'UNESCO à Dakar, GGGI en côte d'Ivoire ont montré le même intérêt. Selon eux l'enseignant-chercheur veut savoir si ce qu'il fait, intéresse la population !

Ces notes doivent être considérées comme préliminaires, étant donné que l'exploitation des enquêtes se poursuit et il reste encore le Burkina Faso.

## 3. CONCLUSION

La mission a atteint ses objectifs. Les discussions dans les différents pays ont été fructueuses et très instructives. Toutefois, des données chiffrées auraient pu contribuer à donner plus de consistance au rapport.

La question du suivi et de l'évaluation apparaît comme un facteur limitant qui ne permet pas de disposer de données statistiques sur l'éducation au climat, ainsi que sur ses effets et ses impacts.

L'idée d'un projet sous-régional a été favorablement accueilli dans tous les pays, étant donné que cette approche s'avère de plus en plus populaire au sein des bailleurs de fonds.

Le financement national demeure une préoccupation dans tous les pays. D'où le besoin d'un plaidoyer en faveur du renforcement des financements pour l'Education Climatique. Il a donc été recommandé d'entreprendre un inventaire des cas de réussite en matière d'éducation environnementale et climatique afin d'étayer et consolider le plaidoyer. Enfin, l'idée d'un événement « flash » sur le fonctionnement de la planète a été bien accueillie, notamment en Côte d'Ivoire.

Albert COMPAORE

Février 2023